
Les espaces ruraux du Brahmapoutre et les villes d'Assam : des chemins divergents ?

Émilie Cremin et Annick Hollé

**Édition électronique**URL : <http://echogeo.revues.org/14233>

DOI : 10.4000/echogeo.14233

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électroniqueÉmilie Cremin et Annick Hollé, « Les espaces ruraux du Brahmapoutre et les villes d'Assam : des chemins divergents ? », *EchoGéo* [En ligne], 32 | 2015, mis en ligne le 15 juillet 2015, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/14233> ; DOI : 10.4000/echogeo.14233

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Les espaces ruraux du Brahmapoutre et les villes d'Assam : des chemins divergents ?

Émilie Cremin et Annick Hollé

Introduction

- 1 Depuis l'indépendance de l'Inde en 1947, le gouvernement de l'Union est fier de diriger depuis New Delhi « la plus grande démocratie du monde ». Mais comme l'énonce très clairement Christophe Jaffrelot (2012), près de 70 ans plus tard les choses ont évolué, notamment suite au tournant libéral de 1991, et le bilan en termes sociaux (amélioration des conditions de vie) est pour le moins mitigé. L'auteur montre comment la « trickle down theory¹ » a abouti à une « croissance sans développement » (Jaffrelot, 2012, p. 12 et sq.). Maîtrisant les secteurs clés et stratégiques de l'économie fédérale jusqu'en 1991, le Centre pouvait relativement contrôler les écarts de développement entre États (fédérés), entre espaces urbains et ruraux, ou encore entre « communautés » (tribaux, castes, classes). Mais suite à la libéralisation de l'économie et à la montée en puissance du secteur privé, New Delhi éprouve les plus grandes difficultés à maintenir un semblant d'égalité. Dans certaines régions déjà fortement déshéritées, la situation est aujourd'hui extrêmement tendue malgré les programmes de développement sociaux et économiques, palliatifs politiques mis en place par les institutions publiques.
- 2 Situé aux confins de la Birmanie, de la Chine, du Bhoutan et du Bangladesh, le nord-est de l'Inde fait partie des régions du pays où la situation des habitants est pour le moins difficile. Fortement enclavé, il n'est relié au reste du pays que par une route étroite et une voie ferrée longeant les piémonts himalayens, se faufilant dans l'étroit goulet formé par le Bhoutan et le Bangladesh. Certes, le trafic aérien se développe rapidement pour connecter les grandes villes régionales (Guwahati, Jorhat et Dibrugarh) aux quatre coins du sous-continent (illustration 1). Les aéroports jouent un rôle important pour le

désenclavement. La configuration montagneuse de la région, son isolement, à moins que ce ne soit sa situation stratégique, a poussé l'État central à développer largement ce mode de transport : on dénombre ainsi pas moins de quatorze aéroports régionaux dans le Nord-Est, dont six pour le seul État d'Assam². Malgré cela, les vols sont relativement peu nombreux et ceux des habitants qui en bénéficient sont principalement les élites politiques et économiques locales, qui tournent ensuite trop souvent le dos aux campagnes dont ils sont issus.

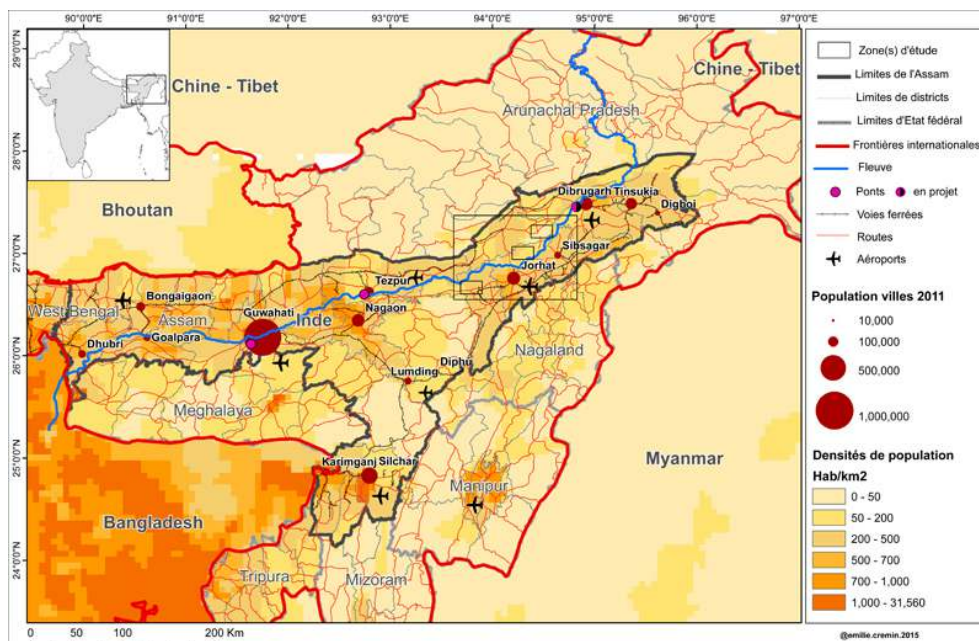
- 3 Des sept États du nord-est indien, l'Assam est le plus étendu. Il s'étire de part et d'autre du Brahmapoutre le long de sa vaste plaine alluviale. Les principaux axes routiers de la région longent le fleuve en reliant les villes principales (capitales de districts). Ces pôles urbains sont attractifs depuis l'époque des premiers royaumes installés dans la région mais plus encore depuis l'époque coloniale : ils servent de relais entre l'Assam et le reste de l'Inde. En contrepoint, les terres les plus basses sont peuplées de villages de riziculteurs : selon le recensement de 2011, près de 86 % de la population assamaise dépend de l'agriculture pour sa subsistance et peuple la vaste plaine rizicole. L'Assam, classé pour son IDH au 16^e rang parmi les 28³ États de l'Union indienne, connaît un revenu par habitant inférieur de 43 % à la moyenne nationale en 2003 (PNUD, 2003). Par ailleurs, les statistiques indiennes nous confirment que la pauvreté⁴ en Assam est plus importante dans les espaces ruraux (36,4 %) que dans les espaces urbains (21,8 %). Il apparaît donc bien difficile aux plus démunis de s'extraire de ce contexte et de leur condition.
- 4 On peut alors légitimement s'interroger sur les mécanismes à l'œuvre, qui empêchent les campagnes les plus déshéritées de bénéficier des fruits de la croissance que l'Inde a connue au cours des quinze dernières années. Pour tenter de répondre à cette interrogation, nous nous appuyons sur des travaux menés auprès de populations d'Assam. La relation entre les villes de Guwahati, Jorhat, Dibrugarh et les zones rurales des subdivisions⁵ de Bokakhat, Majuli et de Dhakuakhana dans le haut Assam est analysée au travers des résultats d'une enquête de terrain de plus d'un an. Celle-ci a permis une collecte de données auprès des administrations locales et d'entretiens avec les habitants de dix villages. Plus de 350 entretiens semi-directifs ont permis de saisir les perceptions des risques par la population, d'explorer les solutions mises en place pour réduire sa vulnérabilité, mais aussi par exemple de mieux connaître les pratiques et les objectifs des différents groupes d'acteurs vis-à-vis du développement régional. La recherche fut principalement menée dans des villages situés le long du Brahmapoutre. L'analyse émane donc de regards sur la ville issus principalement des espaces ruraux. Néanmoins, le contact avec les villes fut important au cours de chaque mission de terrain. Les entretiens avec l'administration assamaise dont les bureaux se situent en ville, l'observation participante et les discussions informelles au cours des trajets des villages vers les villes s'avèrent être aujourd'hui des sources de données incontournables.
- 5 Dans cet article nous proposons d'observer dans un premier temps les relations entre les villes et les campagnes. Puis nous analysons les processus conduisant à la précarisation des populations rurales. Enfin, nous verrons comment les programmes planifiés par le gouvernement central de New Delhi sont appliqués dans les campagnes en considérant l'accès des communautés paysannes aux services proposés, ainsi que l'efficacité et l'apport de chacun de ces programmes.

Relations entre centres urbains et espaces ruraux

Des formations urbaines anciennes

- 6 Les villes indiennes d'aujourd'hui se sont formées dans des contextes historiques extrêmement variés : certaines furent des centres économiques et politiques dominants, comme Delhi, Agra ou Patna ; d'autres connurent un développement lié au trafic maritime comme Mumbai, Chennai et Kolkata, anciens comptoirs coloniaux (Kosambi & Brush, 1988 ; Dupont, 2002). Les villes les plus anciennes se situent à l'intérieur des terres et constituent des « espaces carrefours » à l'intersection des anciennes routes commerciales et des grands fleuves (Joshi & Viguier, 2014). Dans le bas Assam, Pragjyotisa, (aujourd'hui Guwahati), fut la capitale des Varman, dynastie indo-aryenne venue de la vallée du Gange au XI^e siècle, tandis que dans le haut Assam, Sibsagar fut celle des Ahom, dynastie tibéto-birmane venue du Myanmar au XII^e siècle (Jacquesson, 1999, p. 239-245). Cette dernière ayant quitté la haute vallée de l'Irrawadi pour la moyenne vallée du Brahmapoutre, établit dans la région un État stable et centralisé entre 1228 et 1826. Cette longue domination permit de mettre en place une gestion rigoureuse des ressources dans les campagnes environnantes (Gait, 1905 ; Baruah, 1985). En 1855, suite à la défaite des Ahom face aux Britanniques, la Compagnie des Indes Orientales prit le contrôle de l'administration de l'État (Mishra, 2001). Les villes les plus anciennes furent largement remodelées tandis que d'autres comme Jorhat ou Dibrugarh (illustration 1), naquirent et devinrent les centres des districts où s'établirent les officiers de l'administration coloniale. À la suite de l'indépendance de l'Inde, les structures préexistantes furent maintenues, et les villes perpétuent aujourd'hui encore leur rôle de relais.

Illustration 1 - Densités rurales, villes et principaux aéroports dans le nord-est indien



Source : recensement 2011. Cartographie : E. Crémin, 2015.

- 7 La croissance démographique depuis les années 1960, puis la croissance économique des années 1990-2000 ont contribué à l'extension des villes. En Inde, la ville est officiellement définie comme : (a) une agglomération urbaine d'au moins 5 000 habitants ; (b) dont la densité moyenne est d'au moins 400 habitants par km² ; (c) dont au moins 75 % des actifs est engagé dans des travaux non agricoles⁶. Sa gestion dépend du conseil municipal (*municipality council*) et des conseils de quartier (*town area committees*). Depuis 2012, Guwahati, la plus grande ville d'Assam, fait partie des métropoles : elle est l'une des 53 agglomérations indiennes de plus d'un million d'habitants. Les villes secondaires comme Dibrugarh (154 296 habitants) et Jorhat (153 889 habitants) sont de taille plus modeste⁷. Ces pôles urbains continuent à drainer l'activité économique régionale, concentrant le commerce de produits à forte valeur ajoutée : pétrole, béton, ciment, etc. Le thé, produit en Assam de manière industrielle depuis l'époque coloniale, passe également par ces centres urbains avant d'être exporté sur les marchés internationaux. Les villes ont encore gagné en attractivité après 1991 avec l'apparition de nouveaux services liés au développement des télécommunications.

Une population assamaise toujours rurale et une urbanisation modérée

- 8 Afin d'évaluer les dynamiques récentes de concentration de la population assamaise au sein des espaces urbains, comparons l'évolution de la part de population urbaine en Inde et en Assam.

Illustration 2 - Part de la population rurale et urbaine en Inde et en Assam en 2001 et 2011.

	Population rurale				Population urbaine			
	2001		2011		2001		2011	
	Nombre d'habitants	%	Nombre d'habitants	%	Nombre d'habitants	%	Nombre d'habitants	%
Inde	742 490 639	72	833 748 852	69	286 119 689	28	377 106 125	31
Assam	23 216 288	87	26 807 034	86	3 439 240	13	4 398 542	14

Source : Census of India 2001, 2011.

- 9 Malgré ses très grandes villes, en 2011, l'Union indienne continuait d'avoir une urbanisation modérée (illustration 2) : la part des urbains ne représentait officiellement que 31 % de la population, ce qui est faible dans un contexte où plus de la moitié de la population mondiale vit désormais en ville. À cette même date, l'Assam présentait un taux d'urbanisation encore plus réduit : 14 % seulement, ce qui fait de cet État l'une des régions les moins urbanisées de l'Union. Les grandes villes d'Assam (Guwahati, Jorhat, Dibrugarh et Sibsagar) se modernisent avec l'aménagement de routes, la distribution de l'eau et de l'électricité bénéficiant surtout aux grands projets immobiliers attirant les classes moyennes émergentes. En revanche, les slums aux infrastructures désuètes abritent les migrants parmi les plus pauvres (Borghain, 2011 ; Desai, Mahadevia, &

Mishra, 2014). L'urbanisation ne cesse de s'étendre en empiétant sur les terres arables et parfois même sur les zones humides (Borah & Gogoi, 2012).

- 10 La forte population rurale nourrit néanmoins d'importants flux migratoires en direction des villes d'Assam. Le taux de fécondité étant beaucoup plus bas dans les villes, la croissance urbaine ne peut s'expliquer que par des migrations. Bien qu'en légère baisse, le taux de natalité rural (2,6 enfants par femme en 2011) compense les départs des jeunes vers les villes, ce qui permet, malgré l'émigration, une croissance de plus de 15 % de la population rurale entre 2001 et 2011. Dans le district de Golaghat par exemple, la proportion de population rurale, particulièrement élevée (91 %), est restée la même durant la décennie (Census of India, 2011).
- 11 Cependant, si l'on dépasse les critères d'urbanité retenus par le *Census of India* pour s'appuyer sur la dimension purement morphologique, l'Assam est peut-être plus « urbanisé » qu'il n'y paraît. Comme l'expliquent Eric Denis et Kamala Marius-Gnanou : « [dans la base de données Géopolis] toutes les agglomérations morphologiques comptant au moins 10 000 habitants sont considérées comme urbaines quel que soit leur statut officiel. Or, après la géo-localisation de la totalité des unités censitaires locales, puis la vérification des localisations et l'acquisition des contours morphologiques des agglomérations, il apparaît clairement que, loin d'une remarquable polarisation par les plus grandes villes, l'Inde est engagée dans une dynamique d'urbanisation beaucoup plus diffuse » (Denis & Marius-Gnanou, 2011). Ce phénomène décrit avec une certaine réalité la situation urbaine de l'Assam aujourd'hui. Il est corroboré par les données censitaires de 2011, où l'on trouve que 86 % de la population de l'État vit en zone rurale, mais que « seulement » 70 % des habitants sont agriculteurs. Les 16 % restants vit de revenus issus d'emplois dans les services. Cette population tend à se regrouper de part et d'autre des bourgs centraux, contribuant ainsi à l'extension de l'habitat urbain le long des routes reliant les villes, notamment par l'ouverture de commerces. Or, ces espaces hybrides ne sont pas comptabilisés parmi les espaces urbains. Ils ont pourtant un effet important sur l'accès aux biens et aux services des populations des campagnes (Denis & Marius-Gnanou, 2011). L'offre se rapproche des consommateurs, créant une diversification et une tertiarisation des emplois (construction, commerces, gestion des stocks, etc.). La dispersion des services réduit les coûts de transport. Mais l'accès à certains d'entre eux tels que les réseaux de distribution (télécommunications, électricité) s'amenuisent quand on s'éloigne de ces routes urbanisées, et les villages sans accès goudronné s'endorment avec le coucher du soleil.

Des campagnes contrôlées par les villes

- 12 L'agglomération urbaine de Guwahati-Dispur⁸, où siège l'administration centrale de l'État, sert de relais entre le gouvernement et les villes moyennes comme Tezpur, Jorhat, Dibrugarh, Sibsagar et Lakhimpur. Ces villes secondaires assurent de nombreuses fonctions en direction des populations rurales, telles que la promotion de l'agriculture par la commercialisation des produits, ou la mise à disposition d'un certain nombre de services généraux : santé, éducation, transports, communication, administration. Les villes accueillent aussi les bureaux des ingénieurs chargés de l'aménagement rural.
- 13 En Assam, l'aménagement de l'espace par l'État s'est de tout temps focalisé sur la maîtrise du fleuve via la construction de digues. Sur l'ensemble du territoire de l'Inde, l'endiguement des cours d'eau s'intensifia pendant l'époque coloniale britannique. Les

digues, servant aussi de voies de communication, devaient permettre de valoriser les territoires à des fins économiques. Après l'époque coloniale, et cette fois sous l'égide du gouvernement central de l'Union indienne, l'État de l'Assam poursuivit l'endiguement du fleuve et de ses affluents (*Assam Embankment and Drainage Act*⁹, 1953). Dans ce schéma de politique déconcentrée, les villes, chefs-lieux administratifs des districts, deviennent les agents exécutifs du Centre, agissant sur les campagnes environnantes.

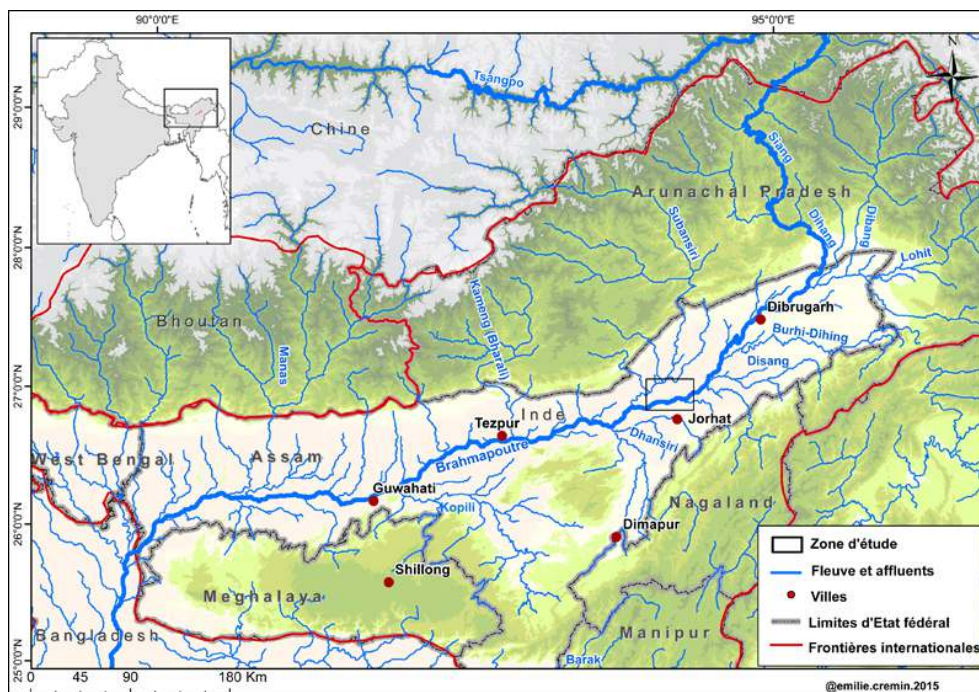
- 14 Dans les campagnes étudiées, les productions rizicoles sont principalement destinées à la consommation des familles, car les surplus sont rares en raison de la petite taille des exploitations rapportée au nombre de membres composant les foyers (en général plus de cinq)¹⁰. Les produits de la pêche artisanale et de l'élevage, quant à eux, sont revendus sur les marchés. Outre cette fonction de relais et d'échange, les villes et les institutions contrôlent et interviennent directement sur les espaces ruraux en les aménageant.

Processus de précarisation des populations rurales

Le Brahmapoutre et ses affluents : lien ou rupture ?

- 15 Traversant de part en part l'État de l'Assam, le Brahmapoutre est un espace fluvial vital pour l'économie de la région. Durant l'époque coloniale, il fut intensément utilisé par la filière de production de thé : cultivées sur les contreforts himalayens, les feuilles étaient ensuite acheminées par bateau de Guwahati à Dhaka et Kolkata au Bengale, d'où elles poursuivaient ensuite leur route vers l'Europe. En tant qu'axe central, le fleuve jouait alors un rôle de lien entre l'amont et aval (illustration 3), entre les régions de production et celles de commercialisation et d'exportation.

Illustration 3 - Réseau hydrographique et reliefs en Assam et dans le nord-est indien



La zone entourée en noir correspond à l'espace représenté sur l'illustration 5.

Sources : données SRTM 90 m, Hydro Watersheds (USGS, WWF). Cartographie : E. Crémin, 2015.

- 16 En revanche, pour les communautés paysannes de la rive nord, qui n'ont par ailleurs jamais profité du commerce fluvial, le fleuve a toujours été un obstacle à franchir pour accéder aux services, notamment administratifs et sociaux. Ceux-ci se trouvent pour leur majeure partie dans les villes les plus importantes de l'État qui, exception faite de Tezpur, sont situées sur la rive sud. Le fleuve crée ainsi une rupture au sein des populations rurales : il sépare celles situées sur la rive sud, pour qui l'accès aux services est aisé, des autres. En effet, la traversée du fleuve représente des frais importants pour des communautés paysannes. Cette difficulté est un frein pour le développement des espaces ruraux de la rive nord, étant donnée la multiplication des programmes d'aide mis en place par le gouvernement (que nous aborderons par la suite), et qui demandent pour certains, un contact régulier avec la ville.
- 17 Avec l'amélioration des voies de communication terrestre (voies ferrées, routes, pistes et ponts), la circulation longitudinale s'est recentrée le long des piémonts himalayens. Toutefois ces mode de communication sont eux aussi un obstacle pour les villageois car les frais sont également élevés et le temps de transport plus long : il faut rejoindre les ponts. Or en 2014, il n'y en avait toujours que deux en Assam : celui de Guwahati et celui de Tezpur. Un nouveau pont est actuellement en cours de construction en amont à Dibrugarh, mais cet aménagement est un défi important pour le génie civil.
- 18 Pendant la mousson, les routes et les pistes peuvent être submergées, rompant ainsi les liens terrestres entre les espaces urbains et certains espaces ruraux. Le fleuve en crue crée une rupture entre la rive nord et la rive sud : sa traversée ne peut se faire qu'à l'aide de barques et de bacs, obligeant les habitants des zones rurales à changer de modes de transport (illustration 4). Pour se rendre sur la rive sud, les habitants de Majuli ou Dhakuakhana doivent emprunter l'un des quatre bacs qui traversent quotidiennement le fleuve. La traversée dure en moyenne deux heures pour passer d'une rive à l'autre (distances de plus de 20 km), et oblige à s'exposer au courant d'un grand fleuve dont le débit est d'environ 20 000 m³/s (à titre de comparaison, celui de la Seine s'élève à 563 m³/s à son embouchure). Puis des routes secondaires relient les ports fluviaux aux villes. C'est ainsi que les habitants des villages se rendent dans les capitales pour régler leurs affaires administratives ou faire des achats de produits non disponibles dans les campagnes. Le trajet est long, dangereux à cause du débit du fleuve et de la précarité de certaines embarcations, mais malgré tout, relativement aisé durant la période de hautes eaux.

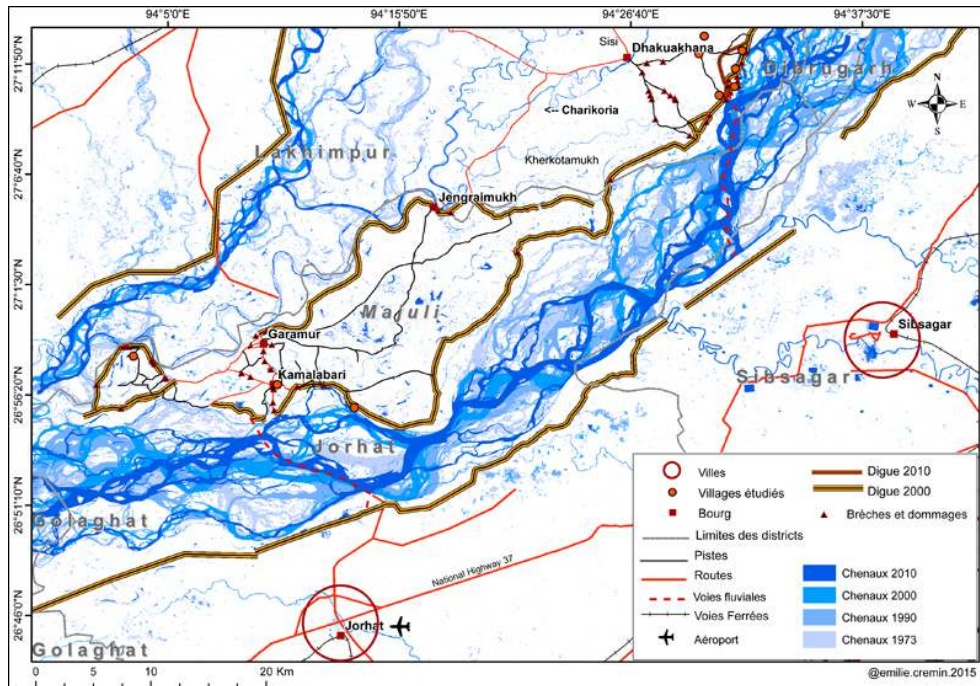
Illustration 4 - Les habitants de Majuli traversent un marais



Auteur : E. Crémin, juillet 2010.

- 19 Pendant la saison sèche, la dangerosité du déplacement diminue, mais la difficulté augmente : les différents bras du fleuve sillonnent le lit mineur entre les bancs de sable (illustration 5). Les bacs doivent alors contourner ces derniers pour ne pas s'échouer sur les affleurements d'alluvions. De plus, les chenaux sont très mobiles (illustration 5) et les bancs de sable, sans cesse remaniés, glissent vers l'aval (Goswami & Das, 2003 ; Sarma, 2005). Ceci complique sensiblement l'établissement de voies fluviales permanentes. Par conséquent, la traversée du fleuve est encore plus lente qu'en saison des pluies. En revanche la communication routière est plus aisée car les routes et les pistes sont alors dégagées. Elles sont toutefois en mauvais état du fait des submersions régulières lors des crues. Les routes sont parfois affaissées sur plusieurs mètres, des brèches apparaissent çà et là et les ponts sont régulièrement emportés (illustration 6). Tous ces obstacles rendent la circulation difficile et l'accès aux services essentiels tels que les centres hospitaliers situés dans les villes, malaisé.

Illustration 5 - Déplacements des chenaux du Brahmapoutre et de son affluent le Subansiri autour de Majuli et de Dhakuakhana entre 1973 et 2010. Brèches et dommages relevés sur le terrain



Sources : HydroSHEDS (WWF, USGS), Landsat 2000, Geofabriks. Analyse d'images satellites Landsat de 1973, 1990, 2000 et d'images SPOT 2010. Cartographie : E. Crémin, 2015.

- 20 Que l'on soit en période de mousson ou en saison sèche, le service des bacs dépend de la disponibilité des bateaux. Il arrive souvent que les moteurs tombent en panne ou que les coques se rompent sur un banc de sable. Parfois encore, les ouvriers de la flotte fluviale sont en grève. Il faut alors patienter plusieurs heures, voire même plusieurs jours, avant qu'un bateau ne quitte la berge. Bien souvent, le contournement du fleuve devient indispensable pour se rendre en ville.
- 21 Rejoindre les capitales de district par les routes est également un objectif difficile du fait du délabrement récurrent des infrastructures et de la distance à parcourir. En traversant le fleuve avec un bac, un villageois de l'île de Majuli devra compter au moins quatre heures de trajet pour rejoindre Jorhat, le chef-lieu de son district s'il réside près d'un bourg. Il lui faudra deux bonnes heures de plus s'il vient d'un village éloigné des routes principales et jusqu'à dix heures de transport s'il prend un bac pour se rendre à Lakhimpur en passant par la route de la rive nord, pour traverser le pont à Tezpur. Il en résulte qu'il est impossible d'envisager faire le trajet aller-retour dans la journée¹¹. Ces villages d'Assam très isolés sont aussi démunis des aménités de base telles que l'électricité ou l'eau potable et, bien entendu, l'assainissement. En revanche, il est à noter que les services d'éducation, symboles de l'égalité des chances, sont bien décentralisés : les niveaux primaire et secondaire sont à l'échelle du maillage villageois. Les *colleges* universitaires ruraux sont quant à eux situés dans les bourgs et forment les étudiants jusqu'au niveau de la licence. Ils assurent ainsi un relais avec les centres universitaires des grandes villes.

Illustration 6 - Une route majeure dans le district de Lakhimpur est rompue. Un pont temporaire a été installé, pendant qu'un autre en béton est en cours de construction



- 22 Reliés aux espaces ruraux par des voies routières ou fluviales, les services publics siègent dans les chefs-lieux de subdivisions, de districts, dans la capitale de l'État de l'Assam. Les villageois doivent s'y rendre régulièrement pour régler leurs affaires, qu'elles soient commerciales (achats sur le marché, achats de biens subventionnés), ou « socio-administratives » (paiement et enregistrement des titres de propriété, aides au développement agricole, etc.). Ils doivent également s'y installer temporairement pour y suivre des études de niveau supérieur ce qui, pour la plupart des familles, est logistiquement insurmontable.

Un quotidien incertain

- 23 Plus de 85 % de la population assamaise réside en zone rurale et dépend principalement de l'agriculture pour sa subsistance (Census, 2011). La prospérité ou la survie des familles repose donc directement sur l'accès à la terre et sur l'efficacité du système agraire. Or, les surfaces cultivées dont disposent les familles permettent tout juste de garantir les deux récoltes annuelles nécessaires pour assurer l'alimentation du foyer¹². Les familles produisent le riz nécessaire à leur consommation soit dans leurs champs, soit dans les champs d'autres propriétaires avec lesquels elles partagent alors les récoltes, le plus souvent par moitié (système de l'*adhya*, cf. Saikia, 2013). D'après les recensements élaborés par les autorités des districts de Golaghat, Lakhimpur et Jorhat, les populations tribales sont les plus fragiles : environ 60 % d'entre elles vit sous le seuil de pauvreté (Census, 1998)¹³. Or, 90 % de ces familles travaillent dans l'agriculture. Dans ce contexte, les réformes agraires figurent parmi les instruments majeurs d'un potentiel changement économique et social (Dasgupta, 1991, p. 137-143 ; Karna, 2004). Même si les terres sont rares, une répartition équitable serait un point positif. Les objectifs des réformes agraires

effectuées par le gouvernement indien suite à l'Indépendance furent d'assurer la croissance de la production agricole, mais aussi, dans la mesure du possible, d'établir une justice sociale pour les paysans. La loi de 1956 – *Assam Fixation of Ceiling and Land Holdings Act* – ratifiée en 1958, restreignait les propriétés privées à 150 *bighas* (20 ha), puis à 50 *bighas* (6,6 ha)¹⁴. Par cette loi, plus de 200 000 ha furent acquis par l'État d'Assam, ce qui lui permit de redistribuer 130 000 ha à 257 000 familles paysannes (Dasgupta, 1991 ; Karna, 2004 ; Saikia Y.S, 2006). Mais cette redistribution fut loin d'être suffisante et les résultats des réformes agraires furent mitigés (Saikia, 2004 ; Landy, 2006).

- 24 A cette difficulté d'accéder à la terre, vient s'ajouter le risque que représente le fleuve, qui met en péril l'efficacité du système agricole.
- 25 Les villages de l'île de Majuli et de la subdivision de Dhakuakhana risquent chaque année d'être submergés par les crues du Brahmapoutre. Depuis le remaniement majeur du lit du fleuve suite à un important séisme survenu en 1950, les communautés paysannes vivent sur des terres entourées de digues. Elles ont adapté leurs modes de vie et de subsistance aux conditions écologiques du milieu modifié par ces infrastructures. Elles se sont également habituées à la protection que procurent les digues, et ont installé quelques-uns de leurs champs ou un peu de leur bétail dans des lieux autrefois exposés, aujourd'hui abrités. Pour autant, les paysans restent tout de même prudents : ils pratiquent par exemple plusieurs types de riziculture : riziculture « sèche » dépendante des pluies de pré-mousson, riziculture inondée lors des pluies de mousson, riziculture à submersion profonde et, plus récemment, riziculture irriguée. Malgré ces précautions, les inondations soudaines peuvent endommager l'ensemble des productions d'un secteur. La destruction des récoltes précarise les paysans qui perdent bien souvent en même temps leurs maisons et leur bétail, s'ils en ont. Ce mode de vie extrêmement aléatoire oblitère la possibilité de constituer des stocks ou un capital qui leur permettraient de se projeter un tant soit peu dans l'avenir. Du jour au lendemain, l'anéantissement de tous leurs biens les oblige à reconstruire leurs moyens de subsistance avec ce qui est disponible autour d'eux. Démunis de toute terre, beaucoup de villageois mobilisent leur énergie dans les activités de pêche toujours très pratiquées, ou recherchent des alternatives en se tournant notamment vers l'économie urbaine. Face à ce quotidien à l'équilibre précaire, les aides financières et alimentaires de l'État sont bien souvent indispensables au maintien de la stabilité sociale.

Une aide d'État et des institutions locales qui peinent à relever le défi de la précarité des espaces ruraux

Des programmes de protection des populations contre le fleuve

- 26 L'endiguement du Brahmapoutre fut initié à l'époque des rois ahom, pour protéger leurs villes royales : Sibsagar et Dibrugarh, situées sur la rive sud du fleuve. Ces aménagements furent renforcés et étendus par l'État colonial, puis le gouvernement d'Assam à partir de 1947. Suite à la promulgation de l'*Assam Embankment and Drainage Act* en 1953, le gouvernement de l'État généralisa la construction des aménagements fluviaux de part et d'autre du fleuve. Le Département de Contrôle des inondations (*Flood Control Department*) fut ainsi chargé de construire près de 1000 km de digue le long du Brahmapoutre et plus de 2 500 km le long de ses affluents. Le Ministère des Ressources en eau (*Ministry of Water Resources*) de l'État a, de son côté, coordonné d'autres infrastructures (canaux de

drainage, écluses, enrochements) afin de faire obstacle aux crues et à l'avancée des fronts d'érosion. Au début de XXI^e siècle, quelque 5 000km de digues parcourent l'Assam, soit près d'1/3 du kilométrage des digues indiennes (Sarma, 2003 ; Goswami, 2003 ; Kotoky et al., 2005). Ces aménagements visaient deux objectifs complémentaires : l'un était d'augmenter les surfaces agricoles, tandis que l'autre ciblait la protection des populations. En s'installant en arrière des digues, celles-ci se sédentarisèrent à l'abri des inondations. Les terres cultivées étaient elles aussi incluses dans les périmètres protégés ; ce qui devait assurer de meilleures conditions de vie aux populations. Ces dernières, de façon relativement contrainte, ont accepté la perte de leur mobilité au profit de l'allocation de terres.

- 27 Mais les mesures structurelles de l'endiguement se sont révélées insuffisantes et la force du fleuve a surpris les habitants des villages, tout comme les administrations locales : les ruptures de digues actuelles et les inondations qui s'ensuivent sont redoutables. L'eau submerge les terres et se répand beaucoup plus rapidement qu'auparavant : la dynamique du flux n'est pas celle d'une crue qui déborde mais plutôt celle d'un seau que l'on vide (type *flash flood*). Les habitants, qui avaient pris l'habitude d'une certaine sécurité se sont retrouvés totalement désemparés en raison du déclin d'une certaine culture du risque (cf. Gentric & Langumier, 2009 ; Labeur 2013). Ces catastrophes soudaines demandent aux communautés paysannes de mobiliser leurs forces de travail pour tout reconstruire; une énergie qu'elles ne peuvent consacrer à autre chose. Malgré les efforts d'endiguement et de protection déployés par l'État, voire à cause d'eux, la précarité demeure.

Des programmes de lutte contre la pauvreté rurale

- 28 A travers de nombreux écrits, Isabelle Milbert a montré la limite des programmes fédéraux de lutte contre la pauvreté (Milbert, 1997 ; 2002). Développés dans les années 1980, ils ont été mis à mal par les réformes structurelles de l'économie indienne après 1991, les nouveaux choix politiques en matière d'investissement, et le nouveau paradigme de la croissance par la productivité. Néanmoins, le gouvernement central a maintenu une administration publique en zone rurale, indispensable pour que les campagnes indiennes puissent satisfaire la demande croissante en produits alimentaires émanant des citadins, mais aussi pour assurer des services publics nécessaires au développement des espaces ruraux. Dans chaque subdivision, les structures administratives déconcentrées¹⁵ sont chargées d'appliquer les politiques et les programmes émanant des ministères. Ces services publics dépendent de l'autorité administrative de la Subdivision (*Subdivisional District Office*) et des *Panchayats* (autorités municipales) qui coordonnent leurs activités. Ces derniers sont dotés de budgets pour exécuter les programmes de développement socio-économiques sur leurs territoires respectifs.
- 29 Associé au Département du développement rural (RDD), les *panchayats* s'occupent notamment du développement et de l'entretien des axes de communication : construction de ponts en béton, de routes goudronnées ou de pistes. Ils sont aussi chargés de superviser la mise en place du programme d'électrification des zones rurales (*Rajiv Gandhi Electrification Scheme*), de l'édification et de l'entretien des écoles, des salles communautaires et des centres de santé, ainsi que de la construction de plateformes sur pilotis, qui offrent un refuge aux habitants et au bétail lors des grandes inondations.

- 30 Les *panchayats* gèrent également la distribution des aides publiques aux villageois les plus pauvres en se basant sur la liste des foyers vivant « sous le seuil de pauvreté ». Les familles inscrites sur la liste bénéficient de plusieurs services sociaux, dont le *Public Distribution System*, qui assure la sécurité alimentaire des plus démunis, via une carte de rationnement leur permettant d'acheter des denrées alimentaires à prix subventionnés (Landy, 1997).
- 31 En outre, des programmes spécifiques visent à réduire la vulnérabilité sanitaire des populations en zone rurale, notamment le programme *National Rural Health Mission*. Le programme propose 4 000 INR (60 euros) à chaque femme qui se rend à l'hôpital pour accoucher, car bien souvent cet acte a encore lieu à domicile en raison des difficultés d'accès aux sites hospitaliers. En outre, pour remédier à l'isolement lors des inondations les plus catastrophiques, le gouvernement central débloque des mesures d'urgence et ouvre des dispensaires dans les villages affectés.
- 32 Les services publics d'éducation sont présents de manière permanente et dans chaque village. Néanmoins, les infrastructures sont extrêmement précaires et l'absentéisme des enseignants s'accroît plus on s'éloigne des bourgs centraux où ils résident.

Des programmes pour encourager la création d'emploi dans les zones rurales

- 33 Afin de résorber la pauvreté à plus long terme et encourager la création d'emplois ruraux, les *panchayats* sont chargés de mettre en œuvre des programmes tel que le NREGA (*National Rural Employment Guarantee Act, 2005*)¹⁶, qui garantit théoriquement 100 jours de travail par an par ménage, payés 100 roupies, soit 1,5 euros¹⁷. Ces revenus permettent d'irriguer financièrement quelques familles figurant sur la liste des BPL (*Below Poverty Line*). Dans la subdivision de Dhakhua khana, environ 200 personnes ont été engagées avec ces contrats ponctuels pour travailler à des chantiers de travaux publics, notamment pour la reconstruction des digues et des routes emportées lors de la crue de 2008. Au-delà de la rémunération, les habitants œuvrent ainsi au désenclavement de leurs villages. Mais les revenus mensuels du NREGA (quelque 30 euros si 20 jours de travail) sont trop faibles pour insuffler une vraie dynamique de développement.
- 34 Le RDD (*Rural Development Department*), les élus politiques et les ONG soutiennent également les initiatives de diversification des revenus non-agricoles en encourageant notamment la création de micro-entreprises initiées par des groupes de villageois s'organisant en coopératives SHG¹⁸. Après avoir reçu une formation en création et gestion d'entreprises, les paysans montent des structures de production. C'est le cas en Assam pour la filière textile par exemple. Le micro-crédit, encouragé par le gouvernement de l'Union indienne, permet d'acquérir les équipements nécessaires (ateliers, métiers à tisser, fil...). Le tissage est en effet une pratique quotidienne des femmes, qui confectionnent leurs propres vêtements et ceux des membres de leur famille. Certaines coopératives s'organisent pour élever des vers qui produisent la soie de type muga¹⁹, dont la fibre naturelle tirée du cocon est filée et tissée. Le textile de haute qualité est vendu aux Assamais aisés, dans la même subdivision et parfois au-delà lorsque les coopératives sont soutenues par des entrepreneurs compétents dans le domaine de la commercialisation. Des ONG gérées par des membres de l'élite économique et politique locale entreprennent d'adapter les textiles à la mode urbaine et de vendre les vêtements de coton et de soie sur le marché régional en ouvrant des boutiques dans les grandes

villes et près des lieux touristiques : c'est le cas à l'une des entrées du Parc national de Kaziranga, visité chaque année par plus de 100 000 touristes indiens et 6 000 touristes internationaux.

- 35 Jugeant les techniques agricoles traditionnelles peu productives, et les identifiant donc comme l'une des causes de la pauvreté en milieu rural, le RDD encourage aussi la transformation des modes de production via un programme de développement rural (*Integrated Rural Development Program*). De telles initiatives devraient permettre de réduire le grand écart entre les espaces urbains et les espaces ruraux. Toutefois, tous ces programmes et ces initiatives restent insuffisants pour assurer une amélioration sensible du niveau de vie des communautés paysannes. Le Brahmapoutre est là pour réduire à néant, parfois en un jour, plusieurs années d'efforts²⁰. Par ailleurs, les emplois restent souvent précaires pour les villageois et ces derniers soupçonnent les élus des *panchayats* de garder pour eux les bénéfices des entreprises et de détourner une grande partie des fonds publics.

Une émigration vers les espaces urbains

- 36 Outre la mobilité temporaire pour résoudre des questions administratives, traiter des affaires commerciales ou bénéficier de services de santé spécialisés, certains villageois partent à plus long terme. En traversant le fleuve, ils espèrent trouver des emplois salariés en ville. Certains d'entre eux se font embaucher dans les coopératives de mototaxis (*rickshaw*), ou travaillent comme journalier sur des chantiers de construction. En quête d'emplois, les jeunes décident parfois de prendre le train pour rejoindre d'autres villes du nord ou du sud de l'Inde accessibles par des voyages pouvant durer entre dix heures (Bengale occidentale) et quarante heures (Kerala). Ils témoignent néanmoins toujours d'un attachement particulier pour l'Assam.
- 37 Bénéficiant d'une éducation de niveau supérieur, certaines élites villageoises (membres des *panchayats*, directeurs d'école, entrepreneurs privés) ne quittent jamais définitivement les campagnes, mais leur réussite économique et politique au village leur permet d'acquérir une place en ville. Ces individus s'inscrivent alors dans un entre-deux, et circulent régulièrement entre la ville où ils résident et leur village.
- 38 Les jeunes éduqués dans les écoles privées des missionnaires hindous (Ramakrishnan) ou chrétiens (Don Bosco), qui utilisent l'anglais comme langue d'enseignement, ouvrent de petites entreprises de services dépendantes de l'internet et des échanges commerciaux. Certains poursuivent leurs études en ville et trouvent ensuite des postes dans des entreprises, dans des ONG ou encore dans les administrations publiques. Ils reviennent souvent au village pour rendre visite à leurs proches et s'engagent parfois, poursuivant la carrière de leurs parents, dans la vie politique. La croissance économique générale bénéficie d'abord à ces élites (économiques et politiques), basées dans les espaces urbains. Les villes de l'Assam sont de mieux en mieux reliées aux grandes métropoles indiennes, celles qui font « briller » la nation. Les trois plus grandes villes d'Assam (Guwahati, Dibrugarh et Jorhat) disposent d'aéroports offrant des vols quotidiens vers Delhi, Kolkata et Mumbai. L'aéroport de Guwahati est aussi relié aux capitales des pays voisins (Bangkok, Thimpu et Katmandou). Le réseau aéroportuaire du Nord-est de l'Inde relève d'une politique d'aménagement du territoire révélant une volonté politique d'intégration de cette région à l'Union indienne, menacée par les grands pays voisins (Chine, Bangladesh, Birmanie). Il s'agit en outre de faire face aux difficultés de circulation routière et

ferroviaire lors des crues du Brahmapoutre. Les hommes d'affaires et les hommes politiques locaux en bénéficient pour se déplacer au-delà de l'Assam, vers les métropoles indiennes dans le cadre de leurs activités professionnelles : les sièges des entreprises nationales ou multinationales se situent souvent à Mumbai, tandis que ceux des partis politiques sont plutôt à Delhi. L'existence de ces aéroports contribue à réduire le grand écart entre les mégapoles et les villes d'Assam, mais ne réduit que peu ou pas l'écart entre ces dernières et leur arrière-pays (Dutta & Sharma, 2012). Malgré la bonne volonté des élites politiques s'investissant dans la vie publique de leur communauté, l'écart se maintient car les programmes d'aide et les services d'État sont finalement difficiles à mettre en place et les relations de clientélisme entravent leur bon fonctionnement (Jeffrey, 2002 ; Widmalm, 2008). Les rumeurs concernant la corruption des élus sont fréquentes, même si cette dernière reste difficile à quantifier. Il est néanmoins certain qu'elle contribue à ralentir les dynamiques de développement des zones rurales par une sorte de confiscation de la redistribution nationale.

39

Conclusion

- 40 Malgré l'endiguement du fleuve, les inondations récurrentes anéantissent à chaque fois les efforts collectifs et les investissements réalisés, détruisant les espoirs des populations rurales, et les maintenant dans une précarité sans cesse renouvelée. Tous les quatre ou cinq ans environ, la force de travail des habitants est aspirée par les reconstructions. Le Brahmapoutre, dont la plaine alluviale est le terroir de l'agriculture régionale, se dresse également comme un obstacle entre eux et la ville, les empêchant d'accéder aisément aux biens et aux services. Par conséquent, les villages de la plaine et leurs habitants sont aujourd'hui encore fortement enclavés face à l'obsolescence des infrastructures routières régulièrement emportées par les flots, le transport fluvial étant loin de représenter une solution fiable et efficace pour les déplacements réguliers d'une rive à l'autre.
- 41 De leur côté, les administrations publiques déconcentrées jusqu'au niveau des villages grâce aux *panchayats* peinent à réduire la pauvreté rurale, malgré les moyens qui leur sont alloués par le gouvernement central. Le changement de cap économique des années 1990 n'a fait que creuser l'écart entre les campagnes et les villes, entraînant ces dernières dans un élan de « modernisation » et d'ouverture vers le reste du monde. Comme on peut le constater dans de nombreux autres pays, ce nouveau paradigme de la mondialisation de l'économie n'a fait qu'accroître les écarts entre les espaces qui y participent (principalement des villes), et les autres. Le contraste est d'autant plus saisissant lorsqu'il concerne des régions de grande pauvreté comme l'Assam. Certes, on a pu constater que l'intervention de l'État via divers programmes et institutions reste très forte. Ici, il semble que le désengagement n'est pas à l'ordre du jour. Mais ce soutien aux campagnes est mis à mal par la faiblesse de la démocratie locale, qui se traduit par un manque de volonté politique affirmée, et surtout par une dilapidation des moyens financiers, due à la corruption. Ces dysfonctionnements ne permettent pas de venir à bout de la précarité sociale et économique à laquelle les paysans de l'Assam sont confrontés. L'impossibilité de capitaliser des biens ou même des denrées alimentaires et la captation de la majeure partie de l'énergie des populations pour uniquement survivre, freinent tout projet supplémentaire. On peut se demander pourquoi le fait que les ruraux

représentent une forte majorité électorale n'entraîne pas plus de politiques de développement rural efficaces.

BIBLIOGRAPHIE

Baruah S.L. 1985. *A Comprehensive History of Assam*. Delhi, Munishram Manoharlal Publisher, 728 p.

Borah J., Gogoi B., 2012. Growth of slum areas and changing land use pattern in Guwahati city, India. *The Clarion: Multidisciplinary International Journal*, vol. 1, n° 2, Jun. 2012, en ligne : <http://clarion.ind.in/index.php/clarion/article/view/62>

Borghain P., 2011. *Socio-economic Disparities in Guwahati City, India*. LAP Lambert Academic Publishing.

Crémin E., 2014. *Entre mobilité et sédentarité : les Mising, "peuple du fleuve", face à l'endiguement du Brahmapoutre*. Paris, Doctorat de Géographie, Université Paris 8, 568 p.

Dasgupta M, 1991. *Impact of land reforms in North-east India*. New Delhi, Omsons publications, 235 p.

Denis E., Marius-Gnanou K, 2011. Toward a better appraisal of urbanization in India. *Cybergeo*, article 569, en ligne : <http://cybergeo.revues.org/24798>

Drèze J, 1999. Poverty in India and the IRDP Delusion. *Economic and Political Weekly*, 29 septembre, vol. XXV, n° 39.

Drèze, J., Khera, R., 2010. The BPL census and a possible alternative. *Economic and Political Weekly*, 27 février, vol. XLV, n° 09.

Desai R., Mahadevia D., Mishra A. 2014. *City Profile: Guwahati*. Working paper, Center for Urban Equity. Ahmedabad, en ligne : http://www.crdf.org.in/cue/saic/wp-content/uploads/2014/08/24CUEWP-24_City-Profile-Guwahati.pdf

Dupont V. 2002. Le monde des villes. In Saglio-Yatzimirsky M.-C. (dir.), *Population et développement en Inde*. Paris, Elipses, coll. carrefour de géographie/Les dossiers, p. 55-84.

Dutta J., Sharma P. 2012. Development of airports: their economic and strategic role in Assam, India. *The Clarion: Multidisciplinary International Journal*, vol. 1, n. 2, Jun. 2012, en ligne : <http://clarion.ind.in/index.php/clarion/article/view/63/79>

Gentric J., Langumier J., 2009. Inondations des villes, inondations des champs. *Natures Sciences Sociétés*, 3/2009, Vol. 17, p. 257-265, en ligne : www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2009-3-page-257.htm

Goswami D. C., Das P.J., 2003. The Brahmaputra river, India. *The ecologist Asia: Large dams in Northeast India: river, forests, people and power*, vol. 11, n° 1, January-March 2003.

Government of India, 2005. *Agricultural census 2005*. En ligne : <http://agcensus.nic.in/document/ac0506/ac0506rep.html>

Jacquesson F, 1999. Abrégé d'histoire de l'Assam jusqu'à l'installation anglaise. *Journal asiatique*, 287(1), p.191-283.

Jaffrelot C, 2012. *Inde, l'envers de la puissance. Inégalités et révoltes*. Paris, CNRS Editions, 72 p.

- Jeffrey C., 2002. Caste, Class, and Clientelism: A Political Economy of Everyday Corruption in Rural North India. *Economic Geography*, 78, p. 21-41. Doi : 10.1111/j.1944-8287.2002.tb00174.x
- Joshi H., Viguier A. 2014. *Ville et fleuve en Asie du sud*. Colloque Inalco 2014. Paris, Publications Langues O', 181 p.
- Karna M. N., 2004. *Agrarian Structure and Land Reforms in Assam*. Shillong, North-Eastern Hill University Publications, 103 p.
- Kosambi M., Brush J.E., 1988. Three Colonial Port Cities in India. *Geographical Review*, vol. 78, n° 1, janvier 1988, p. 32-47.
- Kotoky P., Bezbaruah D., Baruah J., Sarma J.N., 2005. Nature of bank erosion along the Brahmaputra river channel, Assam, India. *Current science*, 88(4), p. 634-640.
- Labour C., 2013. Raconter l'inondation : quand les récits de catastrophes se font mémoire du risque. *Géocarrefour*, 2013/1, vol. 88, en ligne : <http://www.cairn.info/revue-geocarrefour-2013-1-page-45.htm>
- Landy F, 1997. Les limites des progrès agricoles. *Historiens & Géographes*, n° 356, fév-mars 1997.
- Landy F, 2006. *Un milliard à nourrir, Grain, territoire et politiques en Inde*. Paris, Belin, coll. Mappemonde, 270 p.
- Milbert I., 1997. Quelles politiques pour lutter contre la pauvreté en Inde ? *Historiens & Géographes*, n° 356, fév-mars 1997, p 363-374.
- Milbert I, 2002. Politiques sociales et pauvreté. In Saglio-Yatzimirsky M.-C. (dir.), *L'Inde, population et développement*. Paris, Ellipses, coll. coll. carrefour de géographie/Les dossiers, p. 132-151.
- Mishra D. K. 2001. Living with Floods: People's Perspective. *Economic and Political Weekly*, vol. 36, n° 29, Jul. 21-27, 2001, p. 2756-2761, en ligne : <http://www.jstor.org/stable/4410885>
- PNUD, 2003. *Human development report Assam 2003*. En ligne : <http://hdr.undp.org/fr/content/assam-human-development-report-2003>
- Saikia A, 2013. *A Century of Protests: Peasant Politics in Assam since 1900*. Routledge, Delhi.
- Saikia S.Y. 2004. Land Ceiling Act in Assam with special reference to agrarian reforms. In Bimal J. Deb & Datta RayB., *Changing agricultural scenario in North East India*. Shillong, p. 282-292.
- Sarma J. N., 2003. Floods of the Brahmaputra: causes and remedies. *Flood problems of Assam: its causes and remedies*, Publication of National Seminar 4-5 feb. 2000 at Jorhat college, Jorhat, Omsons publications, 109 p.
- Widmalm S., 2008. *Decentralisation, Corruption and Social Capital: From India to the West*. Sage Publications.
- Yunus M., 2008. *Creating a World Without Poverty: Social Business and the Future of Capitalism*. Public Affairs, 296 p.

NOTES

1. Théorie économique du «ruissellement», qui veut que l'enrichissement d'une partie, même réduite, de la population, finit par profiter à tous, grâce à la consommation ou aux investissements réalisés par celle-là. Il s'agit d'une théorie d'inspiration libérale, qui idéalise une redistribution sans passer par l'impôt.
2. Source : <http://ourairports.com/countries/IN/AS/airports.html>

3. Les statistiques utilisées datent d'avant 2014 et ne tiennent pas compte de la création du 29^e État.
4. Mesurée par le pourcentage de population vivant sous le seuil de pauvreté (http://ecostatassam.nic.in/ads_assam%20at_glance.pdf). Pour plus de détails sur l'établissement des seuils de pauvreté en Inde, cf. Jaffrelot, 2012 ; Milbert, 2002.
5. La subdivision désigne en Assam une portion de district. Nous employons cette appellation régionale dans le texte.
6. Telle est du moins la définition appliquée par le "Census of India".
7. D'autres villes importantes existent, mais elles sont situées très en aval de la zone d'étude, à la frontière avec le Bangladesh.
8. Dispur est la capitale de l'Assam la capitale de l'Assam depuis 1973. Cette municipalité se situe dans la banlieue de Guwahati.
9. En ligne : www.cseindia.org/userfiles/Assam_embankment_drainageact53.pdf
10. Les exploitants disposent ici de 1,6 ha par famille en moyenne, surface qui reste toutefois plus élevée que la moyenne fédérale de 1,2 ha.
11. Afin d'assurer l'égalité des citoyens français face à la République, rappelons que le découpage des départements résultant de la Révolution de 1789 s'appuyait, entre autres, sur ce critère : moins d'une journée de déplacement pour tout citoyen souhaitant rencontrer le représentant de l'État.
12. En Assam, les rendements restent généralement modestes. Ils sont limités à 1,8 t/ha en moyenne alors qu'ils s'élèvent à 4,2 t/ha au Pendjab. La moyenne nationale se situe à 2 t/ha (cf. *rapport de l'agricultural census* – Government of Assam, 2005). Ce rendement de 1,8 t/ha résulte de deux récoltes par an : le riz inondé et le riz à submersion profonde produisent 1 325 kg/ha (récolte en novembre), Le riz pluvial quant à lui, ne produit que 500 kg/ha (récolte en juin). Les politiques de la Révolution verte n'ont pas eu de résultats probants dans les campagnes d'Assam. Les systèmes d'irrigation et l'usage d'engrais sont encore très peu répandus. Les coopératives villageoises qui disposent de ces techniques peuvent compter sur une troisième récolte en saison sèche (de février à mai) pouvant atteindre 5 t/ha. Cette dernière permet aux coopératives de disposer d'un surplus pouvant être revendu sur le marché.
13. Données du BPL [*Below Poverty Line*] Census de 1998. *Panchayat et Rural Development Department – Government of Assam*. En ligne : <http://pnrdassam.nic.in/setasm.htm>
14. En Assam, la loi de 1948 sur la réquisition et l'acquisition des terres (*Assam land requisition and aquisition act*, 1948), celle de 1951 sur l'acquisition des terres des zamindars (*Assam State Aquisition of Zamindari Act*) et la loi de 1956 sur le plafonnement des terres (*Assam Land Ceiling Act*), donna aux autorités territoriales le droit de préempter toute concession de plus de 400 bighas (53 hectares) afin d'en assurer la gestion, en échange d'une compensation offerte aux propriétaires.
15. Le Département du développement rural (*Rural Development Department*) : RDD ; le Département des ressources en eau (*Water Resources Department*) : WRD ; Département de l'agriculture (*Agriculture Department*) : AD ou le Département de la santé publique (*Health Department*) : HD.
16. Site officiel du programme NREGA : <http://nrega.nic.in/netnrega/home.aspx>
17. Un ouvrier agricole est payé 70 INR/ jour soit 1 €, auquel s'ajoute une partie des récoltes. Un instituteur est payé environ 20 000 INR/mois en Inde soit 300 €.
18. Self Help Group : groupe d'entraide.
19. Fil de soie aux reflets dorés, produit exclusivement en Assam à partir d'une espèce de ver locale.
20. En juin 2012, les inondations ont ainsi ravagé 23 districts, touchant plus de deux millions de personnes (Crémin, 2014).

RÉSUMÉS

Dans le nord-est de l'Inde, l'émergence économique profite inégalement aux habitants des espaces urbains et ruraux de la plaine alluviale du Brahmapoutre. De nombreuses raisons pourraient être évoquées et la présence du Brahmapoutre n'est que l'une d'entre elles. Le fleuve constitue à la fois un lien longitudinal à l'échelle de l'État mais le plus souvent, une rupture à échelle moyenne entre les villages et les villes. Son régime, soumis au climat de mousson, rend ses crues spectaculaires et ses inondations, redoutées. Bien que le fleuve soit en grande partie endigué, ses débordements dépassent régulièrement les moyens mobilisés pour s'en protéger et emportent avec eux les villages et les cultures. Le contexte de forte croissance démographique sur des terres toujours plus érodées appauvrit les familles. Les institutions locales chargées de la mise en œuvre des programmes définis par le gouvernement central peinent à relever le défi de la précarité des espaces ruraux. L'usage des télécommunications (téléphone portable) se popularise dans les campagnes. Mais ce sont surtout les élites locales qui les utilisent (Internet, etc.) en se rendant en ville. Ce sont eux aussi qu'on retrouve dans les transports aériens qui relient en quelques heures les villes de l'Assam au reste de l'Inde et au-delà, tandis que l'écart socio-économique se creuse entre les habitants des villes et ceux du monde rural.

In northeast India, economic growth disproportionately benefits certain populations living within the Brahmaputra flood plain. The river itself is at once a longitudinal link across the State of Assam, and a medium-scale break separating villages and cities. Its' dramatic rise and fall, prompted by the annual monsoon rainfall, can cause fearsome flooding. Even when the river is controlled through embankments, inundations can inundate and destroy entire villages and rural areas. Local institutions in charge of implementing land management schemes put into place by the central government are failing to mitigate the precarious conditions in rural areas. At the same time, the use of modern means of telecommunication is increasingly popular in rural areas. However, only local elites, rather than common people, have effective access to the Internet in urban areas. The privileged few can also take airplanes connecting them to capital cities within a few hours, while at the socio-economical gap between urban and rural citizens continues to widen.

INDEX

Mots-clés : Inde, Assam, Brahmapoutre, espace urbain, espace rural

Keywords : India, Brahmaputra, city, rural area

AUTEURS

ÉMILIE CREMIN

Emilie Crémin, Emilie.cremin@gmail.com ; <http://emilie.cremin.free.fr>, est Docteur en Géographie, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis et membre de LADYSS (CNRS - UMR 7533) et du Centre d'études Himalayennes (CNRS - UPR 299). Elle a publié récemment :

- Crémin E., 2012. Wild life conservation and tribal livelihood in the Brahmaputra flood plain – the Case of the Mising tribe in the fringe villages of the Kaziranga National Park (Assam, North-East India). In N. Lainé et de T.B Subba (dir.), *Environment and Society: Conservation, Governance and Transformation in India*, Black Swan publication, p. 54-73.
- Crémin E., 2011. Endiguement du Brahmapoutre et risques hydrologiques dans les territoires de la tribu Mising (subdivision de Dhakuakhana, Assam, Nord-est de l'Inde). *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 10 | Décembre 2011, mis en ligne le 30 novembre 2011. <http://vertigo.revues.org/11417>
- Crémin E., 2009. Les temples de l'Inde moderne : un grand barrage dans un lieu saint de la Narmada (Madhya Pradesh). *Géocarrefour*, vol. 84/1-2, 2009, En ligne : <http://geocarrefour.revues.org/7252>

ANNICK HOLLÉ

Annick Hollé, annick.holle@free.fr, est Maître de Conférences, Département de géographie, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis et Co-responsable du LADYSS (CNRS - UMR 7533) site P8.